

Formation et journalistes pigistes.

La pige n'est plus aujourd'hui, tout le monde en, conviendra, la résultante d'un choix ou d'un accident de parcours professionnel. C'est devenu, au fil des ans, une réalité palpable par nombre de journalistes. Il convient pour bien comprendre mon propos de se revenir une vingtaine ou une trentaine d'années en arrière.

À l'époque la pige était le plus souvent un choix assumé des journalistes de pratiquer leur métier ainsi, les conditions sociales d'alors, je parle précisément de la rémunération rendait ce choix judicieux, il l'est beaucoup moins aujourd'hui.

Surtout, voici deux ou trois décennies, lorsqu'un ou une jeune journaliste entrait dans le métier, il ou elle était souvent pris en charge dans une rédaction, même pour ceux sortant des écoles, la rédaction finissait pour ceux-ci la formation reçue, et se charger de guider les autres pour mettre leurs pas dans les bonnes traces, celle du journalisme tel que nous le pratiquions alors. De même, La période d'entrée dans la profession, moins longue probablement qu'aujourd'hui, s'effectuait le plus souvent par des périodes de CDD dans différentes entreprises qui permettaient de multiplier les expériences. Et de s'installer à la pige ensuite, le cas échéant, avec de solides bases journalistiques et déontologiques.

Qu'en est-il aujourd'hui ? À part peut-être dans quelques entreprises qui prennent encore le temps de former les journalistes qui entrent dans leurs rédactions, nos jeunes confrères et consœurs sont le plus souvent mis au travail en solo dans les 10 minutes qui suivent leur prise de poste. Ce qui est compliqué pour les jeunes sortant de nos écoles, l'est encore plus pour ceux qui n'y sont pas passés, et porte de nombreux risques pour ceux qui entament leur carrière par la pige.

La pige dans la formation initiale

Il me semble donc impératif que les écoles de journalisme envisagent désormais la pige comme un enseignement à part entière dans leur cursus initial, au même titre qu'on enseigne le reportage ou l'écriture magazine.

Être journaliste pigiste c'est en effet concilier à la fois les qualités des bons journalistes (être un mauvais journaliste à la pige se voit assez peu tant la sanction du marché est nette et précise) mais aussi celle d'un entrepreneur salarié qui saura gérer à la fois la production de son travail et générer les moyens de cette production en restant attentif à l'actualité et incisif auprès des rédactions pour placer ses sujets.

Pourquoi ne pas enseigner cela correctement dans toutes les écoles au lieu d'une journée « d'initiation » en fin de parcours comme cela est souvent proposé ? Et sortir du discours tant entendu « si tu ne réussis pas ta formation tu finiras pigiste » ?

La pige dans la formation continue

J'ai pu participer, personnellement, depuis plusieurs années maintenant avec le concours de l'ESJ Lille à l'élaboration d'une offre de formation dédiée spécifiquement aux journalistes pigistes qui nous a permis de mettre en lumière plusieurs difficultés.

La première c'est que la grande "désocialisation" professionnelle des journalistes pigistes rend difficile la circulation de l'information liée à une offre de formation. Mais cette désocialisation est aussi à l'œuvre quand il s'agit pour les journalistes pigistes de connaître et faire respecter leurs droits, dont ceux à la formation.

Deuxième point, plus surprenant a priori, mais parfaitement logique, le manque de projection de la plus grande partie des journalistes pigistes dans l'exercice du journalisme à la pige ne les incite pas non plus à se former notamment aux aspects les plus prosaïques de la pige : « pourquoi se former à un métier que nous ne voulons pas exercer comme cela ? »

Pourtant, la formation continue, soit aux techniques du métier en évolution constante où sur des domaines de plus en plus pointus couverts par les journalistes pigistes est un des gages de durabilité dans le métier. Surtout aujourd'hui alors que les mutations techniques sont quasi quotidiennes.

La mise en place du DIF pour les journalistes pigistes, malgré le coût social exorbitant de l'accord qui l'entérine, est un progrès indéniable qu'il faut conforter, consolider, amender, pouvoir faire en sorte que l'application du DIF soit au final exactement le même pour les journalistes pigiste ou pour les journalistes horaires (postés).

Entre les deux...

Il faudra bien aussi nous occuper des journalistes qui entrent dans le métier sans passer par les écoles. C'est probablement là que le champ de travail est le plus vaste. Et l'enjeu le plus important et immédiat. Pourquoi précisément là ? Simplement parce que nombre d'entre eux n'auront pas le loisir de travailler dans une rédaction pour bénéficier de cette formation « sur le tas » qu'on reconnaissait si bien à notre métier. À l'heure où le journalisme est malmené par le pouvoir, par la société tout entière, est-il durable de laisser ainsi entrer de jeunes gens sans leur offrir un cadre minimum d'exercice de notre métier, sans leur donner les compétences les plus essentielles, déontologiques notamment, alors que nombre d'entre eux vont en plus travailler dans d'obscures publications papier ou sur internet qui ne sont en fait que des pompes à publicités où le journaliste est réduit à l'état de fournisseur de contenus ? Comment pouvons nous rester là, sans rien faire, sans leur donner au moins les outils nécessaires pour qu'ils puissent faire vivre les valeurs de notre métier ?

Comment faire pour mettre sur pied des dispositifs capables de réduire cette fracture ?

La question n'est pas banale. Les États généraux de la presse ont posé en la matière une préconisation allant dans le bon sens, avec l'obligation de formation à la déontologie pour les détenteurs de la carte de presse. Mais il faut certainement aller plus loin. Connaître la déontologie est indispensable, mais pas suffisant pour exercer convenablement ce métier à la pige.

Ne peut-on pas imaginer une formation modulable, longue, en cours du soir par exemple, ou à distance, les outils dont nous disposons aujourd'hui nous permettent de le faire, afin de permettre aux jeunes journalistes sortant des écoles de peaufiner le cas échéant leurs savoirs et de s'installer durablement dans la pige ?

Ne peut-on pas imaginer telle formation, qualifiante au moins, pour permettre à nos jeunes

confrères et consœurs embrassant cette carrière sans passer par l'école, de rester dans les limites du journalisme tel que nous le concevons, c'est-à-dire dans la tradition du XXe siècle ?

Ne peut-on pas imaginer que la profession tout entière, c'est-à-dire journalistes et éditeurs, travaille de conserve pour promouvoir ce type de formation ? En acceptant par exemple, de faire prendre en charge financièrement par l'OPCA un certain nombre de dossiers par an suivant des critères à définir ? Nous pourrions prendre comme base l'obtention de la carte de presse si de nombreuses entreprises ne respectaient pas la loi en réglant, faute de carte, justement, les premières pages en droits d'auteur... Où imaginer une sélection sur dossier appuyée par un entretien, puis un suivi régulier. Les idées ne manquent pas pour peu qu'on veuille bien s'y pencher.

Ce type de formation ne serait-il pas aussi le moyen de voir entrer à nouveau dans notre métier des profils atypiques, j'entends non préparés par Sciences Po' comme le clame la caricature, venant d'horizons géographiques et sociaux divers, qui nous permettraient, à terme, de remailler des territoires dont nous sommes aujourd'hui, nous, journalistes, complètement absents. Je pense là au monde rural profond ou aux banlieues des grandes villes entre autres ?

Nous sommes face à un enjeu majeur de la survie de notre métier, celui de journaliste. Il faut aujourd'hui à la fois en absorber les évolutions sans renier ce qui en fait les fondements et préparer la prochaine génération en diffusant dès aujourd'hui les bonnes pratiques qui font du journalisme un des garants de la démocratie française. Même auprès des journalistes qui n'entrent pas dans notre métier par les écoles.